



Golfe: Le New-Look saoudien, sous couvert de guerre contre le terrorisme, la normalisation de facto avec Israël.

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2014

renenaba.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Politique et religion](#)

I - Solder l'ère Bandar.

Sous couvert de guerre contre le terrorisme, l'Arabie saoudite a opéré un rapprochement tangible avec Israël, criminalisant la confrérie des Frères Musulmans, renouant avec Mahmoud Abbas, dans une tentative de renflouement de la question palestinienne, la grande oubliée du «printemps arabe», en vue d'accompagner le règlement du conflit israélo-arabe selon un schéma américain conférant un statut minoré au futur état palestinien.

Mais la chute de la place forte islamiste de Yabroud en Syrie, le verrou de Damas, aux mains des forces gouvernementales syriennes, le 15 mars 2014, le jour même du référendum du rattachement de la Crimée à la Russie traduit une exacerbation de la rivalité des puissances entre le bloc atlantiste et ses adversaires, à l'effet de fausser les plans des Américains et de leurs alliés saoudiens tant en Syrie que dans l'hinterland stratégique de la Russie et propulser l'ancien Empire des tsars au rang d'interlocuteur fiable au niveau du Monde arabe, longtemps diabolisé du fait de l'athéisme marxiste soviétique.

La chute de Yabroud, 10 mois après la perte de Qoussayr, devrait sécuriser les voies de ravitaillement du Hezbollah libanais et tarir quelque peu le flux djihadiste de Syrie vers le Liban.

Un tel développement stratégique, tant sur le plan militaire en Syrie que diplomatique en Ukraine, devrait donner plus d'écho à la retentissante mise en garde de Mahmoud Abbas, dépité par le comportement américain : «Ne faites jamais confiance aux Américains. Si vous voulez récupérer vos droits, adressez-vous aux Russes», a lancé le dirigeant palestinien exacerbé par les nouvelles requêtes américaines concernant de nouvelles concessions palestiniennes en faveur d'Israël.

Pour le lecteur arabophone, la totalité de cette déclaration sur ce lien:
<http://www.al-akhbar.com/node/202185>

Ni l'offre du Qatar de louer à des prix faramineux les deux bases russes en Syrie, sur la Méditerranée, ni la proposition mirobolante de Bandar Ben Sultan d'un partenariat énergétique entre l'Arabie saoudite et la Russie, -un pacte de non concurrence dans le domaine du pétrole et du gaz, doublé d'un contrat militaire de 14 milliards de dollars-, n'auront eu raison du soutien russe à la Syrie en ce que Moscou a voulu apporter, dans la bataille de Syrie, au-delà des considérations stratégiques, la preuve de sa loyauté à l'égard d'un pays qui aura été, avec l'Algérie, le seul allié arabe fiable en dépit de l'effondrement de

l'empire soviétique.

Pour le lecteur arabophone, l'offre de Bandar à Poutine:
<http://www.al-akhbar.com/node/191263>

Soldant sans état d'âme l'ère Bandar, l'ancien patron de la nébuleuse islamiste, la dynastie wahhabite pense avoir déblayé la voie à la grande réconciliation saoudo américaine, concrétisée par la visite à Ryad de Barack Obama, fin mars, une période correspondant à la reprise des négociations irano américaines sur le nucléaire iranien.

Cette programmation n'est nullement le fait du hasard. Elle paraît destinée dans l'esprit de Washington à signifier tant aux Saoudiens qu'à leurs alliés arabes et musulmans, dans l'ordre subliminal, la permanence et la solidité du Pacte de Quincy (1) en dépit des fritures dans les relations entre le meilleur allié des Etats Unis dans le Monde arabe et le protecteur d'Israël; en dépit des tentatives de rapprochement des Etats-Unis avec l'Iran, l'ancien super gendarme du Golfe du temps de Chah et désormais la bête noire de la dynastie wahhabite.

Dans un mouvement de balancier, le royaume saoudien a accordé le grand pardon royal à ses enfants prodiges djihadistes, diabolisant les Frères Musulmans, son ancien pupille, et, dans un ultime cadeau d'un roi octogénaire en phase crépusculaire de son règne, le Roi Abdallah (88 ans) a couplé cette démarche en impulsant une refonte de l'archaïque système éducatif saoudien, si préjudiciable à l'image du Royaume, à l'image de l'Islam et à la stratégie de ses alliés du bloc atlantiste.

Fait sans précédent dans les annales du Royaume, une dame, Haya Al Sahmary, a été nommée à une fonction d'autorité au sein de la haute administration saoudienne, à la direction de la formation, en tandem avec le Prince Khaled Ben Faysal, le fils du défunt Roi Faysal, au poste de ministre de l'éducation, avec à la clé un budget de plusieurs milliards de dollars pour mener à bien cette opération.

Au-delà des rivalités de voisinage et des conflits de préséance, la diabolisation des Frères Musulmans, la matrice originelle d'Al Qaida et de ses organisations dérivées, apparaît ainsi comme une grande opération de blanchissement des turpitudes saoudiennes et de dédouanement de la dynastie à son soutien à la nébuleuse du djihadisme erratique depuis son apparition dans la décennie 1980 lors de la guerre anti soviétique d'Afghanistan. Un parrainage qui a valu à l'Irak d'assumer, par substitution, la fonction de victime sacrificielle d'un jeu de billard à trois bandes, en 2003, en compensation au châtement de l'Arabe saoudite pour sa responsabilité dans les attentats du 11 septembre 2001 contre les symboles de l'hyperpuissance américaine.

Cette décision à l'encontre d'une confrérie, qu'elle a longtemps couvée, qui fut de surcroît son instrument docile dans sa guerre contre les régimes républicains du versant méditerranéen du Monde arabe, témoigne du brutal retournement de situation à l'égard d'une organisation, jadis portée au pinacle désormais vouée aux gémonies. A l'apogée de sa puissance au début du «printemps arabe», en 2011, l'unique formation transnationale arabe se retrouve à son périégée trois ans plus tard, en butte désormais en aux coups de butoir conjugués de son pays d'origine, l'Egypte, et de son pays incubateur, l'Arabie saoudite, les deux plus grands pays arabes, le premier par sa puissance militaire, le second par sa puissance économique.

La criminalisation des Frères Musulmans a signé d'une manière spectaculaire l'entrée en

fonction du nouveau patron du renseignement saoudien, le prince Mohamad Ben Nayef, ministre de l'Intérieur. Elle s'est doublée, dans la foulée, de l'inscription sur la liste des organisations terroristes, deux autres de ses excroissances, le Front As Nosra de Syrie et l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), et pour faire bonne mesure, deux organisations chiites, les rebelles zaïdites dits Houthis du Yémen, et, naturellement, le Hezbollah Libanais, le diable habillé en Prada iranien.

Elle a coïncidé avec le grand chamboulement du personnel diplomatique opérant sur le front de Syrie avec la mise à l'écart d'une personnalité majeure du conflit, Robert Ford, le cerbère américain auprès de l'opposition off-shore et l'évacuation sanitaire du prince Bandar Ben Sultan, conséquence des revers du camp atlantiste en Syrie et du déferlement djihadiste qui s'en est ensuivi. Il devrait être complété, selon toute vraisemblance, par la mise à l'écart du représentant français Eric Chevallier, ancien chargé de mission auprès de Bernard Kouchner.

Un tel ravalement cosmétique devrait doter les alliés arabes du bloc atlantiste d'une image bonifiée et offrir, dans l'esprit de ses ordonnateurs, une meilleure exposition médiatique à l'opinion internationale en cas de reprise des hostilités à grande échelle en Syrie dans l'hypothèse d'un échec durable de la conférence de Genève 2; ou en riposte compensatoire au coup de force de la Russie en Crimée.

Le nouveau patron du renseignement saoudien a d'ores et déjà pris langue avec un vieux cheval de retour, le général Rifa'at Al Assad, oncle paternel du président syrien Bachar Al-Assad, dans une démarche destinée à relancer la rivalité au sein du clan familial entre le bourreau de Hama, en 1982, en exil en Europe, et son neveu.

Cette crise, la plus violente depuis la création du Conseil de coopération du Golfe, il y a trente ans, paraît devoir entraver le fonctionnement de l'ultime instance régionale de coopération arabe encore en activité.

En pointe dans le combat de la contre révolution arabe, ce syndicat des pétromonarchies du Golfe, sous haute protection militaire occidentale, paraît devoir réduire sa voilure, non seulement en raison de la guerre entre les frères ennemis du wahhabisme, mais aussi du fait du souci du 6eme membre, le Sultanat d'Oman, de se maintenir à l'écart de ce conflit fratricide, cherchant auprès de l'Iran un contrepoids à la prééminence du duo saoudo qatariote au sein de cette organisation. Un pont reliant Oman à l'Iran devrait être édifié via le détroit d'Ormuz concrétisant l'alliance scellée à l'occasion de la visite du président iranien Hassan Rouhani à Mascate, le 12 mars 2014.

Formé des six pétromonarchies du Golfe, (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Sultanat d'Oman), le Conseil de Coopération du Golfe a été mis sur pied dans la décennie 1970 au moment de l'accession à l'indépendance de l'ancienne côte des pirates, dans la foulée du retrait britannique à l'Est de Suez. Les six pétromonarchies abritent chacune une importante base occidentale, faisant de la zone la plus importante concentration militaire atlantiste, hors de l'Otan.

Que le Mufti de l'Otan (87 ans) soit parvenu, au soir de sa vie, à saborder les relations entre les meilleurs alliés de l'Otan, ses supplétifs dans la recolonisation du Monde arabe donne la mesure de la fragilité de cet édifice et de ses adhérents.

II – Une guerre à outrance sur fond d'un contentieux territorial historique

La rivalité entre Qatar et l'Arabie est historique quoique feutrée. Elle remonte à la fondation du royaume wahhabite au début du XX^e siècle, lorsque le Roi Abdel Aziz, fondateur de la dynastie wahhabite, avait ordonné le rattachement du Qatar à la province saoudienne d'Al Hassa, faisant de la principauté un département de son royaume. Un contentieux résolu en 1965 à la suite de fortes pressions de Haut-Commissaire britannique enjoignant aux deux pays de ratifier un accord de délimitation des frontières.

Le rebond de la crise résulte tant du refus viscéral de l'Arabie saoudite de cautionner des coups d'état comme mode de changement de régime au sein des pétromonarchies, -comme ce fut le cas à deux reprises au Qatar-, que de la volonté de Doha de se soustraire de la tutelle de l'Arabie saoudite, pesante sur le fonctionnement du Conseil de coopération du Golfe. En soutenant les Frères Musulmans, honnis par la dynastie wahhabite et les Houthistes du Yémen, le Qatar a exacerbé les tensions entre les deux monarchies.

<http://www.al-akhbar.com/node/202041>

Les propos «incendiaires» du Mufti de l'Otan, Cheikh Youssef Al Qaradawi, en soufflant sur les braises, ont fait voler en éclat l'accord de réconciliation signé en décembre 2013 à Ryad, entre le Qatar, d'une part, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes Unis, d'autre part, en présence de l'Emir du Koweït et donné une tournure virulente à leur rivalité.

La mise à l'index des Frères Musulmans tant par l'Arabie saoudite qu'auparavant par l'Egypte devrait fragiliser considérablement la branche syrienne de la confrérie, un des principaux vecteurs du combat anti Assad, de même que les formations rigoristes sunnites de Tripoli (Nord Liban).

III – Le pardon royal

Indice supplémentaire du changement de cap de la dynastie wahhabite: L'Arabie saoudite a offert le pardon royal aux djihadistes qui se rendraient dans les ambassades saoudiennes de lieu de leur déploiement (Liban, Turquie, Jordanie), et autorisée leur retour en Arabie saoudite sous condition qu'ils fassent l'objet d'une réhabilitation dans des camps affectés à cet effet. Une méthode efficace qui permet à l'Arabie de faire plaisir à ses alliés occidentaux, notamment l'Amérique et de fichier en même temps ces propres djihadistes. Le pardon royal ne concerne toutefois pas les volontaires qui continuent de s'y rendre. Ce système ingénieux pour les Saoudiens est vécu comme un supplice de tantale par les Occidentaux en ce qu'il éponge une partie des djihadistes tout en continuant à ravitailler en homme le champ de bataille de Syrie et d'Irak.

Ryad a ainsi conditionné la reprise de son aide financière et matérielle (armes) à la tribu d'Al Ahmar du Yémen, sous réserve que cette importante confédération tribale, l'une des deux plus importantes du Yémen, mène un combat sans relâche, non contre «Al Qaida» et les rebelles houthistes qui gagnent du terrain, mais contre.... les Frères Musulmans yéménites (soutenus par le Qatar).

IV – Fin de l'amnésie saoudienne à propos des Palestiniens.

Rompant avec son coma, l'Arabie saoudite s'est à nouveau manifestée, début mars, sur le plan palestinien, le grand oublié du printemps arabe, s'engageant dans une concurrence médiatique avec son rival qatariote, envoyant l'un de ses plus flamboyants émissaires

médiatiques à Ramallah, le prince Walid Ben Talal, pour y rencontrer Mahmoud Abbas.

Un message à triple sens, à triple destinataire:

A - Aux Etats Unis et à l'Europe: En missionnant un prince de sang royal, -celui-là même qui a acté publiquement la connivence de fait entre l'Arabie Saoudite et Israël, «les Arabes et les sunnites», dans leur combat contre la branche rivale de l'Islam, l'Iran chiite et ses alliés régionaux, la Syrie et le Hezbollah libanais» (2)-, en visite publique en Cisjordanie occupée pour y rencontrer le président de l'autorité palestinienne, cela signifie pour un Royaume au langage hermétique qu'il formalise de facto ses rapports avec Israël, en ce que cette visite n'aurait pu avoir lieu sans le blanc-seing des autorités d'occupation du siège administratif de l'embryon du problématique futur état palestinien.

B -A l'opinion internationale: Cette visite publique, amorcée avec les rencontres saoudo israéliens de Monaco, le 10 Décembre 2013, et de Davos, en Février 2014, tranche avec les visites secrètes de l'ancien chef du renseignement saoudien, le Prince Bandar Ben Sultan et constitue un jalon complémentaire de la convergence saoudo israélienne. Elle confirme, concrètement, une tendance lourde de la nouvelle orientation saoudienne, le jeu à découvert sans faux fuyant, qui était auparavant la marque de fabrique traditionnelle de la diplomatie saoudienne.

C -Aux Palestiniens et au Monde arabe et islamique: Une visite à Mahmoud Abbas, c'est-à-dire au rival direct du chef du Hamas, répond indirectement au souci de Ryad de rendre hommage à un dirigeant arabe qui a eu l'ingénieuse idée de se maintenir à distance des conflits interarabes et de déployer ses «bons offices» auprès des protagonistes du conflit syrien pour favoriser la tenue de Genève II, lui ouvrant ainsi la voie à une audience avec Barack Obama, le 15 mars prochain à Washington.

Au-delà de ses objectifs économiques, ce déplacement à forte portée symbolique, d'un prince de sang royal saoudien avec le consentement israélien, témoigne du bouleversement des rapports inter arabes et des rapports entre Israël et les pétromonarchies.

Au regard du précédent qatariote, la visite de l'Emir du Qatar à Gaza et le fiasco qui s'est ensuivi avec le discrédit qui a frappé le chef politique du Hamas, Khaled Mecha'al se pose la question de l'impact de ce déplacement et la durée de viabilité de son caractère «historique» dans un Moyen-Orient furtif et dérapant.

Les rencontres répétées avec les dirigeants israéliens de Turki Ben Faysal, le parrain originel d'Oussama Ben Laden durant la guerre d'Afghanistan, dans la décennie 1980, tant à Monaco, le 10 décembre 2013, avec son ancienne collègue du Mossad Tzipi Livni, chargée des négociations avec les Palestiniens, qu'à Davos, en février 2014 avec le président israélien Shimon Pérès, de même que le déplacement à Ramallah du prince Walid Ben Talal ont constitué les signes avant-coureurs de cette évolution. De même que l'attribution par l'Arabie saoudite à une société israélienne la responsabilité de la sécurité du pèlerinage à La Mecque et de l'aéroport de Doubaï, le lieu même du meurtre du dirigeant militaire du Hamas Al Mabhouh. La maison-mère G4S fournit non seulement des équipements de sécurité aux colons dans les territoires occupés palestiniens, mais participe aux interrogatoires musclés de détenus palestiniens dans plusieurs prisons israéliennes. Dans le monde arabe, elle emploierait 44 000 personnes dans 16 pays, notamment aux aéroports de Bagdad et de Doubaï. Outre l'intérêt financier de ces contrats, la filiale saoudienne de la société israélienne Al Majal G4S peut disposer des relevés d'identité de millions de pèlerins

musulmans, y compris leur photo et leurs empreintes digitales.

A l'instar de son rival du Qatar, la dynastie wahhabite, pour la survie de son trône, a fait donc le choix d'Israël contre l'Iran, pourtant en phase ascendante.....sous couvert de lutte contre les Frères Musulmans, dont l'alliance contre nature avec le philo-sioniste Bernard Henry Lévy tant en Libye que dans la bataille de Syrie ne leur a été d'aucun secours, de même que leur rôle de facteur de nuisance des Etats Unis dans la zone depuis la fin de la 2eme guerre mondiale.

L'histoire retiendra que le poignard dans le dos des Frères Musulmans a été planté, non par de mécréants laïcs, ou d'affreux nationalistes arabes, voire même d'horribles communistes, mais par un régime théocratique se réclamant de la même religiosité intégriste qu'eux.

La centralité de l'islam wahhabite dans la sphère spirituelle musulmane ne saurait souffrir la moindre compétition. Tel est le message de la dynastie wahhabite aux éventuels contestataires de son leadership. Autrement dit, «plus religieux que les wahhabites tu meurs»: Telle pourrait être la leçon de cette tragique séquence en ce que le commerce de la religion peut réserver, parfois, de mauvaises surprises.

René Naba

Notes :

1 - Le pacte de Quincy Une relation spéciale mais de vassalité:

[Le Pacte de Quincy](#)

Le «Pacte de Quincy» a été scellé, en février 1945, sur le croiseur Quincy entre le Roi Abdel Aziz Ibn Saoud, fondateur du royaume, et le président américain Franklin Roosevelt, en route pour Yalta pour le sommet soviéto-américain portant sur le partage du monde en zone d'influence.

Il s'articule sur cinq points

-La stabilité de l'Arabie Saoudite fait partie des "intérêts vitaux" des Etats-Unis qui assurent, en contrepartie, la protection inconditionnelle du Royaume contre toute menace extérieure éventuelle. Par extension la stabilité de la péninsule arabique et le leadership régional de l'Arabie Saoudite font aussi partie des «intérêts vitaux» des Etats-Unis.

-En contrepartie, le Royaume garantit l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain, la dynastie Ibn Saoud n'aliénant aucune parcelle de son territoire, les compagnies concessionnaires ne seraient que locataires des terrains. Les autres points portent sur le partenariat économique, commercial et financier saoudo américain ainsi que sur la non-ingérence américaine dans les questions de politique intérieure saoudienne. Le «Pacte du Quincy» s'est révélé être une alliance contre nature entre une puissance qui se veut la plus grande démocratie libérale du monde et une dynastie qui se revendique comme la plus rigoriste monarchie théocratique du monde.

2-Déclaration de Walid Ben Talal à propos de l'Iran et d'Israël
<http://www.lemondejuif.info/prince-ben-talal-les-musulmans-sunnites-sommes-israel-contre-iran/>

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca